

Un site officiel de l'UE[Comment le vérifier?](#)[Accueil](#) > [Mon compte](#) > Ma plainte

Plainte pour mauvaise administration

Plainte soumise le: jeudi | 25 mars 2021

Médiateur européen

Prénoms : Rémy

Nom : Malgouyres

Adresse (ligne 1) : Le Bourg

Adresse (ligne 2) :

Ville : Égliseneuve près Billom

Département/Région/Province : Puy-de-Dôme

Code postal : 63160

Pays : France

Nationalité français/française

Tél. :

Adresse courriel : remy@malgouyres.org

Préférences linguistiques français

Contre quelle institution ou quel organe de l'Union européenne (l'UE) porte votre plainte ?

Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne

Quelle décision ou quelle action motive votre plainte ? Quand en avez-vous eu connaissance ? Joindre le cas échéant, les pièces afférentes.



Je rencontre le problème suivant : mes droits sont violé de manière manifeste, et je n'ai pas pu obtenir de réponse au niveau national.

Lorsque je vais sur le site internet du médiateur Européen pour un problème d'absence de réponse des autorités nationales, le site me renvoie vers le Défenseur des Droits français. Or, j'ai essayé par deux fois d'avoir recours au défenseur des droits, sans obtenir plus de réponse.

Vous trouverez joints des reçus du défenseur des droits pour soumissions de dossiers et pièces. Lors de mon dernier échange, j'ai demandé des précision pour une réponse peu claire concernant la juridiction compétente, et je n'ai pas de réponse.

Je pense que j'ai épuisé toutes les voies de recours au niveau national. Le principe de subsidiarité a échoué et l'Union Européenne doit intervenir pour garantir mes droits élémentaires à la sécurité, au soin, à la justice, à la liberté d'entreprendre, à être défendu par un avocat en justice, etc.

Certains courriers ont été transmis à leur destinataire par un procédé de certification des contenus, figurant à l'article 658 du code de procédure civile et reconnu par les tribunaux français, appelé "signification d'actes par huissiers de justice". Pour le cas échéant, cette certification vous est transmise via un procès verbal ci-joint.

À votre avis, quelle est l'erreur commise par l'institution ou l'organe de l'UE concerné ?

Violation des droits humains élémentaires et de la plupart des articles de la charte des droits fondamentaux.

À votre avis, que devrait faire l'institution ou l'organe en question pour réparer son erreur ?

Je pense que l'Union Européenne doit trouver un moyen de contraindre les autorités française à appliquer tous les points de la Charte des Droits Fondamentaux et de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

Avez-vous déjà contacté l'institution ou l'organe de l'UE concerné en vue d'obtenir réparation ?

Oui (veuillez spécifier et joindre les copies des correspondances afférentes)

Comme je l'ai indiqué, nous sommes dans le cas d'une défaillance de la partie française pour le principe de subsidiarité, et je vous joints les courriels au défenseur des droits, que le site du Médiateur Européen considère comme l'interlocuteur français pour la garantie des droits fondamentaux des citoyens français.

Selon moi, la mauvaise foi du défenseur des droits est caractérisée.



Si votre plainte concerne des rapports de travail avec les institutions et les organes de l'UE : avez-vous utilisé toutes les possibilités de demandes ou de réclamations administratives internes prévues par le Statut des Fonctionnaires des Communautés européennes ? Si oui, les délais fixés pour la réponse sont-ils échus ?

Non applicable

L'objet de votre plainte a-t-il déjà donné lieu à une décision judiciaire ou est-il en instance devant un tribunal ?

Veillez confirmer que vous avez lu les informations ci-dessous.

Vous avez lu la note d'information sur le traitement des données et la confidentialité.

Acceptez-vous que votre plainte soit transmise à une autre institution ou à un autre organe (au niveau européen ou national) si le Médiateur européen estime qu'il n'est pas habilité à la traiter ?

Oui

Pièces jointes



| Nom | Taille |
|---|------------|
| demande-defenseur-des-droits-2020-12-04-20-022779.pdf | 42.58 KB |
| demande-defenseur-des-droits-2020-12-11-20-025442.pdf | 51.54 KB |
| pieces-jointes-courrier-darmanin-2-part-1.pdf | 4.92 MB |
| courrier-agence-regionale-de-sante-partie-2.pdf | 4.13 MB |
| proces-verbal-signification-haute-autorite-de-sante.pdf | 102.27 KB |
| proces-verbal-signification-frederique-vidal.pdf | 111.92 KB |
| courriel-defenseur-des-droits-2018-05-14-W-18-008158.pdf | 50.63 KB |
| courriel-defenseur-des-droits-2020-12-11-20-025442.pdf | 63.97 KB |
| demande-defenseur-des-droits-2018-06-09-W-18-008144.pdf | 42.77 KB |
| demande-defenseur-des-droits-2020-12-03-20-W-022763.pdf | 42.97 KB |
| demande-defenseur-des-droits-2018-06-10-W-18-008158.pdf | 40.55 KB |
| pieces-jointes-courrier-darmanin-2-part-2_compress.pdf | 3.82 MB |
| courrier-agence-regionale-de-sante-partie-1.pdf | 4.84 MB |
| ar-frederique-vidal-2018-02-15-et-2017-10-09.pdf | 559.42 KB |
| courrier-batonnier-clermont-ferrand-2_compress.pdf | 4.74 MB |
| proces-verbal-signification-dupont-moretti.pdf | 111.52 KB |
| courrier-eric-dupond-moretti-partie-2.pdf | 1.57 MB |
| courrier-frederique-vidal-partie-2.pdf | 4.36 MB |
| courriel-defenseur-des-droits-2018-06-09-W-18-008157.pdf | 51.43 KB |
| sig-prefet-de-region-2021-03-16.pdf | 1.22 MB |
| courrier-eric-dupond-moretti-partie-4.pdf | 1.29 MB |
| courrier-eric-dupond-moretti-partie-7.pdf | 4.44 MB |
| courrier-eric-dupond-moretti-partie-6.pdf | 4.86 MB |
| courrier-agence-regionale-de-sante-partie-3.pdf | 4.45 MB |
| ar-emmanuel-macron-edouard-philippe-2018-02-15.pdf | 553.28 KB |
| proces-verbal-signification-batonier-ordre-des-avocats.pdf | 232.98 KB |
| proces-verbal-signification-conseil-national-ordre-des-medecins.pdf | 109.71 KB |
| demande-defenseur-des-droits-2018-04-29-W-18-006055.pdf | 42.4 KB |
| demande-defenseur-des-droits-2018-06-12-W-18-008168.pdf | 42.7 KB |
| courrier-gerald-darmanin-2.pdf | 1003.86 KB |
| proces-verbal-signification-procureur-lyon.pdf | 161.12 KB |
| demande-defenseur-des-droits-2018-05-04-W-18-006312.pdf | 38.05 KB |
| demande-defenseur-des-droits-2020-12-11-20-W-023419.pdf | 42.74 KB |
| pieces-jointes-courrier-darmanin-2-part-3_compress.pdf | 3.06 MB |
| courrier-laurent-nunez-2-pj.pdf | 574.74 KB |
| courrier-igpn-2-pj.pdf | 683.02 KB |
| courrier-eric-dupond-moretti-partie-3.pdf | 3.44 MB |
| courrier-eric-dupond-moretti-partie-8.pdf | 4.34 MB |
| courrier-dggn-2-pj.pdf | 605.01 KB |
| courrier-eric-dupond-moretti-partie-1.pdf | 3.01 MB |
| courrier-eric-dupond-moretti-partie-5.pdf | 4.85 MB |
| courrier-frederique-vidal-partie-1.pdf | 4.76 MB |
| demande-defenseur-des-droits-2018-05-04-W-18-006313.pdf | 38.06 KB |
| demande-defenseur-des-droits-2018-05-04-W-18-006314.pdf | 38.09 KB |
| demande-defenseur-des-droits-2018-05-04-W-18-006311.pdf | 38.06 KB |
| demande-defenseur-des-droits-2018-06-09-W-18-008149.pdf | 42.9 KB |
| demande-defenseur-des-droits-2018-06-09-W-18-008166.pdf | 42.64 KB |
| demande-defenseur-des-droits-2020-12-04-20-022780.pdf | 42.65 KB |



Nom

reponse-defenseur-des-droits-2018-05-14-W-18-008158.pdf

Taille

38.37 KB

1, avenue du Président Robert Schuman

T. +33 (0)3 88 17 23 13

www.ombudsman.europa.eu

CS 30403

F. +33 (0)3 88 17 90 62

F - 67001 Strasbourg Cedex

